

BENGHEBRIT À PROPOS DU CONCOURS DE RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS

«Transparence et régularité
seront au rendez-vous»

Au cours de sa première journée de présence dans la wilaya, avant-hier samedi et dans un discours de vingt minutes prononcé devant une assistance nombreuse et tout ouïe, composée exclusivement de cadres du secteur de l'éducation au niveau local et en présence de plusieurs directeurs de l'éducation venant des wilayas limitrophes, la ministre de l'Éducation, M^{me} Nouria Benghebrit, a affirmé mordicus que «la transparence et la régularité seront au rendez-vous lors du concours national de recrutements des enseignants. C'est notre mot d'ordre».

Et d'ajouter, en traçant les grandes lignes de son plan d'action et en s'adressant, directement, aux cadres locaux : «je vous demande de mettre en œuvre tous vos efforts possibles pour la réussite de cette grande opération qui se déroulera sous la houlette et la responsabilité de l'Office national des examens et concours (Onec). C'est une opération délicate et difficile qui verra la participation de 970 000 candidats. Notre expérience nous permettra d'être au rendez-vous».

La ministre indiquera, par ailleurs, que «l'année scolaire se déroule, dans son ensemble, dans des conditions sereines, calmes et d'une manière normale avec quelques exceptions et ce, grâce au sens de la responsabilité qui anime nos partenaires sociaux. Nous devons garantir, aussi, le déroulement normal de ce qui reste de l'année scolaire et sensibiliser les

élèves pour terminer leurs programmes». La première responsable a révélé que son département a pris toutes les dispositions idoines et coercitives pour éviter la triche lors des examens du baccalauréat, avec la mise en place d'un dispositif pour la double vérification des sujets d'examen.

Pour ce qui est de la rentrée scolaire 2016-2017, la ministre signalera qu'il est indispensable de prendre en charge toute la nouvelle opération ayant trait aux nouveaux programmes pour la première et la deuxième année primaire ainsi que la première année du cycle moyen, tout en prenant en considération le contrôle, l'information et la formation des enseignants.

«Aussi, avons-nous décidé de lancer des opérations de réhabilitation et d'entretien des établissements scolaires avant la date du 31



Photo : NewPress

Benghebrit met en place un nouveau dispositif pour éviter la triche.

août 2016. Il est regrettable, cependant, de constater une campagne de dénigrement qui touche le secteur à cause de ses réformes», martèlera-t-elle. La ministre exhortera, les directeurs des wilayas de l'éducation de changer de comportement et de rencontrer d'une manière périodique les directeurs d'établissements tout en adoptant une gestion de proximi-

té pour instaurer un climat propice de travail et de concertation.

«Enfin, j'insiste sur le fait qu'il est indispensable de concrétiser toutes les conditions nécessaires pour garantir à notre école un enseignement de qualité. L'Algérie indépendante a réussi la quasi-totalité des objectifs de la première réforme de 1976, et ce, vis-à-vis des indicateurs techniques enregistrés. Il est attendu de nous dans le cadre de la réforme de 2003, initiée par le président de la République, que nous relevions le défi de la qualité en tenant compte des investissements consentis par l'Etat. C'est une question de "redevabilité", conclura la première dame de l'éducation.

Il est judicieux d'indiquer que la ministre a entamé sa deuxième journée dans la wilaya, hier dimanche, par l'inspection et la visite de plusieurs établissements scolaires en cours de réalisation, relevant de son département.

Daoud Allam

LES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS PERSISTENT ET SIGNENT :

«Nous marcherons vers Alger»

Rien ne semble ébranler les convictions des enseignants contractuels quant à la justesse de leur revendication, à savoir leur intégration sans condition au sein du corps des enseignants permanents.

Hier, environ 150 contractuels de la wilaya de Boumerdès se sont rassemblés devant le siège de la Direction de l'éducation de Boumerdès pour observer un sit-in de protestation et de revendication. «Nous sommes ici pour, tout d'abord, dénoncer la brutalité qui a été utilisée à Boudouaou pour nous disperser. Certains parmi nous ont été blessés.

C'est honteux d'utiliser, en pleine nuit, et illégalement, une telle force contre les femmes. Second motif de notre présence aujourd'hui, la revendication de notre intégration sans condition comme enseignants permanents puisque nous remplissons toutes les conditions», a

résumé pour nous une enseignante. Pour rappel, les enseignants contractuels, qui ont observé pendant 16 jours un sit-in et une grève de la faim après avoir effectué pendant 8 jours une marche de 250 km qui a démarré de Béjaïa, ont été évacués à 3 heures du matin de la journée du 18 de ce mois par les policiers. Ce qui a fait réagir des syndicats et des organisations de la protection des droits de l'Homme, jugeant cette intervention des policiers de Boumerdès contre les enseignants comme illégale. «Les policiers ne seraient jamais intervenus illégalement, en pleine nuit pour éviter les regards de la presse et de la population, s'ils n'avaient pas reçu des ordres directs du gouvernement», estime un syndicaliste. Les marcheurs avaient prévu, rappelons-le, de poursuivre leur périple jusqu'à Alger. Ils (les marcheurs) ont été stoppés à Boudouaou, localité limitrophe du territoire de la capitale.

Les protestataires d'hier démentent les propos de la ministre de l'Éducation nationale Nouria Benghebrit Remaoun qui a affirmé, à

plusieurs reprises, que les enseignants contractuels se sont inscrits sur les listes des candidats au concours national pour le recrutement de 28 000 enseignants. Fella, enseignante de Boumerdès, témoigne : «La liste des candidats étant informatisée, on a porté mon nom alors que je ne me suis pas inscrite. C'est le cas de tout le monde.»

Les protestataires nous font part de pressions supplémentaires pour les pousser à abandonner leur mouvement. «Nous avons reçu des mises en demeure pour regagner nos postes, faute de quoi nous serons licenciés», disent-ils. Sur la suite de ces événements, il est clair que ces contractuels sont déterminés à poursuivre leur protestation. «Demain, (aujourd'hui lundi ndlr) nos collègues d'autres wilayas arriveront à Boumerdès. Nous reprendrons notre marche vers Alger de la même wilaya où on nous a empêché de poursuivre notre marche. S'ils nous empêchent une autre fois, nous observerons une autre grève de la faim.»

Abachi L.

GRÂCE À UN REBOND DU SECTEUR DES HYDROCARBURES

Croissance de 3,9% du PIB algérien en 2015

La croissance économique globale de l'Algérie s'est établie à 3,9% en 2015 contre 3,8% en 2014, tirée essentiellement par l'agriculture et un rebond dans le secteur des hydrocarbures, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Il est constaté que le PIB réalisé a quelque peu dépassé les prévisions, respectivement, de la loi de finances complémentaire 2015 qui avait tablé sur une croissance de 3,8%, et du FMI qui avait tablé sur une croissance algérienne de 3,7% pour 2015.

Pour ce qui concerne la croissance hors hydrocarbures, elle a, par contre, légèrement baissé pour se situer à 5,5% en 2015 contre 5,6% en 2014, tandis que la croissance hors agriculture a été de 3,5% contre 3,9% en 2014.

Le PIB nominal de 2015 (calculé sur la base des prix effectifs de l'année concernée) a atteint 16 799,2 milliards DA contre 17 205,1 mds DA en 2014 (-2,4%). Par secteur d'activité, la croissance en

2015 a été de 7,6% pour l'agriculture, la sylviculture et la pêche (contre 2,5% en 2014), de 5,9% pour les services marchands (contre 8%), de 5,3% pour le BTPH (contre 6,8%), de 4,6% pour l'industrie (contre 3,9%), de 3% pour les services non marchands (contre 4,4%).

Les services marchands se composent des transports et communications, du commerce, des hôtels-café-restaurants, des services fournis aux entreprises ainsi qu'aux ménages, alors que les services non marchands rassemblent les services financiers, les affaires immobilières et les activités de l'administration publique.

Quant à la croissance du secteur des hydrocarbures, elle a été

positive en s'établissant à 0,4% en 2015 contre -0,6% en 2014 et -5,5% en 2013.

Le 4^e trimestre 2015 a connu une croissance du PIB de 4,9%, soit la plus forte hausse par rapport aux trimestres précédents de la même année, et ce, grâce non seulement à l'agriculture avec la hausse de la production végétale notamment céréalière, mais aussi à un véritable rebond des hydrocarbures en dépit du contexte de forte baisse des prix sur le marché pétrolier.

Sur les 3 derniers mois de l'année 2015, la croissance du secteur des hydrocarbures a été de 5% (contre près de -8% au 4^e trimestre 2014), alors que celle de l'agriculture a été de 10% (contre près de 2%).

Hors hydrocarbures, la croissance du 4^e trimestre 2015 a été de 6,1% (contre 7,2% au 4^e trimestre 2014).

Pour l'industrie, la croissance a été de 3,2% (contre 4,6%) avec

des évolutions mitigées des sous-secteurs variant de -22,5% à +10,4%.

Ce sont les activités des sous-secteurs mines et carrières (10,4%), des industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques et électriques (ISMME) (7,5%), d'eau-énergie (4,9%), du bois, papier et liège (4,2) et celles de la chimie, plastic et caoutchouc (3,9%) qui ont contribué le plus à cette croissance.

A l'inverse, les industries diverses ont fortement régressé durant le 4^e trimestre 2015 avec une décroissance de -22,5% par rapport au même trimestre de 2014, les cuirs et chaussures avec -5,4% et les matériaux de construction avec -0,6%.

Quant au secteur du BTPH, il a ralenti en augmentant de seulement 4,8% (contre 12,7% au 4^e trimestre 2014), tandis que la croissance des services marchands a été de 5,6% (contre 7,4%).

APS

SANTÉ PUBLIQUE

Les praticiens en
grève aujourd'hui
et demain

Les praticiens de la santé publique maintiennent leur grève de deux jours. Prévue aujourd'hui lundi et demain, elle sera appuyée d'un sit-in national mardi, devant le siège du ministère de la Santé. C'est ce qu'a décidé leur syndicat le SNPSP. Une décision prise suite à «la fermeture des portes du dialogue du côté du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière», précise-t-on dans un communiqué rendu public hier dimanche. Le SNPSP estime que la tutelle ne garde comme seul objectif que d'«entraver l'exercice syndical et le droit de grève en recourant à la désinformation, aux intimidations et à la menace».

Il rappelle à cet effet avoir eu une entrevue avec le président de la commission santé et affaires sociales de l'APN. L'occasion pour sa délégation de dénoncer cette situation de blocage dans la relation avec la tutelle tout en exposant les raisons du conflit actuel et les motifs de la protestation. Entamant leur deuxième semaine de protestation, les praticiens de la santé publique continuent de mettre en avant un certain nombre de doléances, notamment le retard dans l'application de l'accord signé avec la tutelle, en date du 4 mai 2015, ainsi que les instructions du ministre lors de l'audience accordée le 24 février dernier, non concrétisées à ce jour. Ils dénoncent également l'insécurité régnant au sein des structures de santé publique suite aux nombreux cas d'agressions verbales et physiques dont sont quotidiennement victimes les personnels soignants et l'attitude irresponsable, irrespectueuse de certains responsables du ministère de la Santé, chargés des relations avec les partenaires sociaux et de suivi de leurs dossiers.

Ry. N.